

# DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : 2475E0467960M  
Établi le : 09/02/2024  
Valable jusqu'au : 08/02/2034

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et respecte le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-pe-logement>

Aperçu non disponible

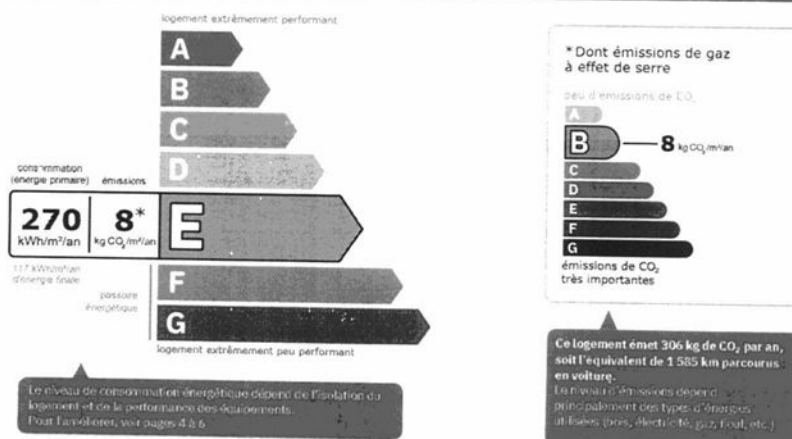


Adresse : 24 Boulevard Exelmans  
75016 PARIS 16  
2ème étage, N° de lot: 37 et 38,

Type de bien : Appartement  
Année de construction : Avant 1948  
Surface habitable : 35,06 m²

Propriétaire : [REDACTED]  
Adresse : [REDACTED]

## Performance énergétique et climatique



## Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



entre 620 € et 880 € par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? voir p.5

### Informations diagnostiqueur

Form & Diag  
5 Avenue Ingres  
75016 PARIS  
tel : 01 39 90 47 73

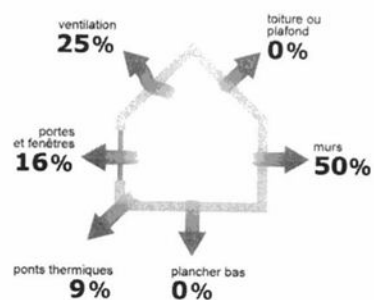
Diagnosticteur : Dan BENCHEMOUN  
Email : [contact@form-diag.fr](mailto:contact@form-diag.fr)  
N° de certification : CPD15831  
Organisme de certification : I.Cert



[Signature]

À l'attention des consommateurs, ce document est la certification du DPE. Dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'ADEME vous informe que vos données personnelles (nom, adresse, coordonnées) sont traitées dans le cadre de la certification du DPE à des fins de certification et de suivi. Les données sont traitées par le DPE et sont destinées à la certification du DPE. Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de suppression ou de limitation du traitement de vos données. Vous pouvez contacter l'ADEME pour en savoir plus à la page 10 du document de certification du DPE. Vous disposez également d'un droit de réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

## Schéma des déperditions de chaleur



## Performance de l'isolation



INSUFFISANTE MOYENNE BONNE TRÈS BONNE

## Système de ventilation en place



Ventilation par ouverture des fenêtres

## Confort d'été (hors climatisation)\*



INSUFFISANT MOYEN BON

Pour améliorer le confort d'été :



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

## Production d'énergies renouvelables

Ce logement n'est pas encore équipé de systèmes de production d'énergie renouvelable.

Diverses solutions existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



géothermie







réseau de chaleur ou de froid vertueux



chauffage au bois

\*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

## Montants et consommations annuels d'énergie

| Usage   |              | Consommation d'énergie<br>(en kWh énergie primaire) | Frais annuels d'énergie<br>(fourchette d'estimation*) | Répartition des dépenses |
|---|--------------|---|---|--------------------------|
|  chauffage       | ⚡ Electrique | 6 220 (2 704 € f.)                                  | entre 410 € et 570 €                                  | 65 %                     |
|  eau chaude      | ⚡ Electrique | 3 102 (1 349 € f.)                                  | entre 200 € et 290 €                                  | 33 %                     |
|  refroidissement |              |   |   | 0 %                      |
|  éclairage       | ⚡ Electrique | 152 (66 € f.)                                       | entre 10 € et 20 €                                    | 2 %                      |
|  auxiliaires     |              |   |   | 0 %                      |
| énergie totale pour les usages recensés :   |              | 9 475 kWh<br>(4 119 kWh € f.)                       | entre 620 € et 880 €<br>par an                        |                          |

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous.

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim.), et une consommation d'eau chaude de 82ℓ par jour.

\* Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

À Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements...

€ f. → énergie finale

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements congru)

## Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



### Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -21% sur votre facture soit -133€ par an

#### Astuces

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



### Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

#### Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



### Consommation recommandée → 82ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (1-2 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

34ℓ consommés en moins par jour, c'est -24% sur votre facture soit -77€ par an

#### Astuces





- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.








En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : [france-renov.gouv.fr](https://france-renov.gouv.fr)

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

### Vue d'ensemble du logement






|  | description   | isolation    |
|--|---|--------------|
|  Murs               | Mur en pierre de taille et moellons constitué d'un seul matériau ou inconnu d'épaisseur 40 cm non isolé donnant sur l'extérieur<br>Inconnu (à structure lourde) non isolé donnant sur des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur | Insuffisante |
|  Plancher bas       | Plancher bois sur solives bois non isolé donnant sur un local chauffé   | Sans objet   |
|  Toiture/plafond    | Plafond sous solives bois non isolé donnant sur un local chauffé  | Sans objet   |
|  Portes et fenêtres | Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'air 16 mm à isolation renforcée<br>Porte(s) bois opaque pleine   | bonne        |

### Vue d'ensemble des équipements

|  | description   |
|--|---|
|  Chauffage            | Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel)       |
|  Eau chaude sanitaire | Ballon électrique à accumulation horizontal, contenance ballon 50 L |
|  Climatisation       | Néant   |
|  Ventilation        | Ventilation par ouverture des fenêtres                              |
|  Pilotage           | Sans système d'intermittence  |

### Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

|   | type d'entretien   |
|---|--|
|  Chauffe-eau | Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C). |
|  Eclairage   | Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.   |
|  Isolation   | Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.  |
|  Radiateur   | Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.  |
|  Ventilation | Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement   |

Selon la configuration, certaines recommandations relèvent de la copropriété ou du gestionnaire de l'immeuble.

**Recommandations d'amélioration de la performance**


Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux ① + ② ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack ① avant le pack ②). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.


**1****Les travaux essentiels**

Montant estimé : 700 à 1100€

| Lot   | Description   | Performance recommandée                |
|---|---|--|
|  Mur | Isolation des murs par l'intérieur.<br>Avant d'isoler un mur, vérifiez qu'il ne présente aucune trace d'humidité. | $R > 4,5 \text{ m}^2 \cdot \text{K/W}$ |

**2****Les travaux à envisager**

Montant estimé : 2800 à 4200€

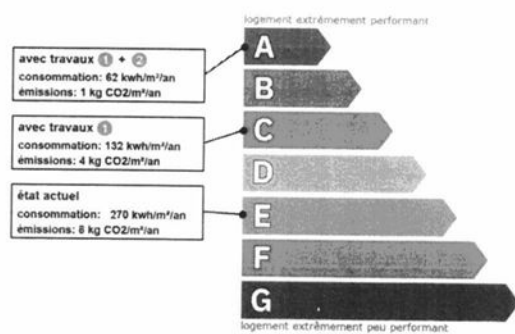
| Lot  | Description  | Performance recommandée |
|--|--|-------------------------|
|  Eau chaude sanitaire | Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur. | COP = 3                 |

**Commentaires :**

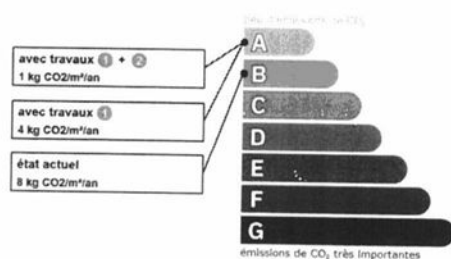
Néant

## Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

## Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



**France Rénov'**

**Préparez votre projet !**

Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

<https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr>  
ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

<https://france-renov.gouv.fr/aides>

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Le Président  
Le Premier ministre  
Le Ministre de la Transition Écologique



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.

### Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

I.Cert - Centre Alphas - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GRÉGOIRE (détail sur [www.info-cert.fr](http://www.info-cert.fr))

Référence du logiciel utilisé : LTCEI Diagnostics v4 (Moteur TribuEnergie: 1.4.25.1)

Justificatifs remis pour établir le DPE :

Référence du DPE : 06/IMO/1578

Néant

Date de visite du bien : 09/02/2024

Environnement : N/A

Référence de la parcelle cadastrale :

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : 3CL-DPE 2021

Numéro d'immatriculation de la copropriété : N/A

### Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Les consommations de ce DPE sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.

### Généralités

| Donnée d'entrée               | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|-------------------------------|----------------------|-------------------|
| Département                   | Observé / mesuré     | 75 Paris          |
| Altitude                      | Donnée en ligne      | 45 m              |
| Type de bien                  | Observé / mesuré     | Appartement       |
| Année de construction         | Estimé               | Avant 1948        |
| Surface habitable du logement | Observé / mesuré     | 33,06 m²          |
| Nombre de niveaux du logement | Observé / mesuré     | 1                 |
| Hauteur moyenne sous plafond  | Observé / mesuré     | 2,6 m             |

### Enveloppe

| Donnée d'entrée         | Origine de la donnée          | Valeur renseignée  |
|-------------------------|-------------------------------|--|
| Mur 1 Ouest             | Surface du mur                | Observé / mesuré 15,65 m²  |
|                         | Type de local adjacent        | Observé / mesuré l'extérieur   |
|                         | Matériau mur                  | Observé / mesuré Mur en pierre de taille et moellons constitué d'un seul matériau ou inconnu |
|                         | Épaisseur mur                 | Observé / mesuré 40 cm   |
|                         | Isolation                     | Observé / mesuré non   |
| Mur 2 Est               | Surface du mur                | Observé / mesuré 1,16 m²   |
|                         | Type de local adjacent        | Observé / mesuré des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur                     |
|                         | Surface Aiu                   | Observé / mesuré 2,65 m²   |
|                         | Etat isolation des parois Aiu | Observé / mesuré non isolé   |
|                         | Surface Aue                   | Observé / mesuré 4 m²  |
|                         | Etat isolation des parois Aue | Observé / mesuré non isolé   |
|                         | Matériau mur                  | Observé / mesuré Inconnu (à structure lourde)  |
|                         | Isolation                     | Observé / mesuré non   |
| U mur0 (paroi inconnue) | X Valeur par défaut           | 2,5 W/m².K   |

|                  |                                  |   |                  |   |
|------------------|----------------------------------|---|------------------|---|
| Plancher         | Surface de plancher bas          | ⌚ | Observé / mesuré | 35,06 m²  |
|                  | Type de local adjacent           | ⌚ | Observé / mesuré | un local chauffé  |
|                  | Type de pb                       | ⌚ | Observé / mesuré | Plancher bois sur solives bois                          |
|                  | Isolation: oui / non / inconnue  | ⌚ | Observé / mesuré | non   |
| Plafond          | Surface de plancher haut         | ⌚ | Observé / mesuré | 35,06 m²  |
|                  | Type de local adjacent           | ⌚ | Observé / mesuré | un local chauffé  |
|                  | Type de ph                       | ⌚ | Observé / mesuré | Plafond sous solives bois                               |
|                  | Isolation                        | ⌚ | Observé / mesuré | non   |
| Fenêtre Ouest    | Surface de baies                 | ⌚ | Observé / mesuré | 5,41 m²   |
|                  | Placement                        | ⌚ | Observé / mesuré | Mur 1 Ouest   |
|                  | Orientation des baies            | ⌚ | Observé / mesuré | Ouest   |
|                  | Inclinaison vitrage              | ⌚ | Observé / mesuré | vertical  |
|                  | Type ouverture                   | ⌚ | Observé / mesuré | Fenêtres battantes                                      |
|                  | Type menuiserie                  | ⌚ | Observé / mesuré | PVC   |
|                  | Présence de joints d'étanchéité  | ⌚ | Observé / mesuré | non   |
|                  | Type de vitrage                  | ⌚ | Observé / mesuré | double vitrage  |
|                  | Epaisseur lame air               | ⌚ | Observé / mesuré | 16 mm   |
|                  | Présence couche peu émissive     | ⌚ | Observé / mesuré | oui   |
|                  | Gaz de remplissage               | ⌚ | Observé / mesuré | Air   |
|                  | Positionnement de la menuiserie  | ⌚ | Observé / mesuré | au nu intérieur   |
|                  | Largeur du dormant menuiserie    | ⌚ | Observé / mesuré | Lp: 5 cm  |
|                  | Type de masques proches          | ⌚ | Observé / mesuré | Absence de masque proche                                |
|                  | Type de masques lointains        | ⌚ | Observé / mesuré | Absence de masque lointain                              |
| Porte            | Surface de porte                 | ⌚ | Observé / mesuré | 1,49 m²   |
|                  | Placement                        | ⌚ | Observé / mesuré | Mur 2 Est   |
|                  | Type de local adjacent           | ⌚ | Observé / mesuré | des circulations sans ouverture directe sur l'extérieur |
|                  | Surface Aiu                      | ⌚ | Observé / mesuré | 2,65 m²   |
|                  | Etat isolation des parois Aiu    | ⌚ | Observé / mesuré | non isolé   |
|                  | Surface Aue                      | ⌚ | Observé / mesuré | 4 m²  |
|                  | Etat isolation des parois Aue    | ⌚ | Observé / mesuré | non isolé   |
|                  | Nature de la menuiserie          | ⌚ | Observé / mesuré | Porte simple en bois                                    |
|                  | Type de porte                    | ⌚ | Observé / mesuré | Porte opaque pleine                                     |
|                  | Présence de joints d'étanchéité  | ⌚ | Observé / mesuré | non   |
|                  | Positionnement de la menuiserie  | ⌚ | Observé / mesuré | au nu intérieur   |
|                  | Largeur du dormant menuiserie    | ⌚ | Observé / mesuré | Lp: 5 cm  |
| Port Thermique 1 | Type de pont thermique           | ⌚ | Observé / mesuré | Mur 1 Ouest / Fenêtre Ouest                             |
|                  | Type isolation                   | ⌚ | Observé / mesuré | non isolé   |
|                  | Longueur du PT                   | ⌚ | Observé / mesuré | 18,1 m  |
|                  | Largeur du dormant menuiserie Lp | ⌚ | Observé / mesuré | Lp: 5 cm  |
|                  | Position menuiseries             | ⌚ | Observé / mesuré | au nu intérieur   |

## Systèmes

| Donnée d'entrée | Origine de la donnée             | Valeur renseignée  |
|-----------------|----------------------------------|--|
| Ventilation     | Type de ventilation              | ⌚ Observé / mesuré Ventilation par ouverture des fenêtres                |
|                 | Façades exposées                 | ⌚ Observé / mesuré une   |
|                 | Logement Traversant              | ⌚ Observé / mesuré non   |
| Chauffage       | Type d'installation de chauffage | ⌚ Observé / mesuré Installation de chauffage simple                      |
|                 | Type générateur                  | ⌚ Observé / mesuré Electrique - Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** |
|                 | Année installation générateur    | ⌚ Observé / mesuré 2016 (estimée en fonction de la marque et du modèle)  |



|                      |                               |                     |  |
|----------------------|-------------------------------|---------------------|--|
| Eau chaude sanitaire | Energie utilisée              | ⌚ Observé / mesuré  | Electrique   |
|                      | Type émetteur                 | ⌚ Observé / mesuré  | Convecteur électrique NFC, NF** et NF***                       |
|                      | Type de chauffage             | ⌚ Observé / mesuré  | divisé   |
|                      | Équipement intermittence      | ⌚ Observé / mesuré  | Sans système d'intermittence                                   |
|                      | Nombre de niveaux desservis   | ⌚ Observé / mesuré  | 1  |
|                      | Type générateur               | ⌚ Observé / mesuré  | Electrique - Ballon Electrique à accumulation horizontal       |
|                      | Année installation générateur | ✕ Valeur par défaut | Avant 1948   |
|                      | Energie utilisée              | ⌚ Observé / mesuré  | Electrique   |
|                      | Chaudière murale              | ⌚ Observé / mesuré  | non  |
|                      | Type de distribution          | ⌚ Observé / mesuré  | production en volume habitable alimentant des pièces contiguës |
|                      | Type de production            | ⌚ Observé / mesuré  | accumulation   |
|                      | Volume de stockage            | ⌚ Observé / mesuré  | 50 L   |

#### Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêtés du 16 mars 2023 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

**Informations société :** Form & Diag 5 Avenue Ingres 75016 PARIS

Tél. : 01 39 90 47 73 - N°SIREN : 539130518 - Compagnie d'assurance : MS AMLIN INSURANCE SE n° 2024PIR00003/153

#### À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

N°ADEME

2475E0467960

M





## Etat de l'Installation Interieure d'Electricité

Numéro de dossier : 06/IMO/1578  
Date du repérage : 09/02/2024  
Heure d'arrivée : 08 h 30  
Durée du repérage : 02 h 00

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 3 ans.

### 1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :  
Type d'immeuble : ..... **Appartement**  
Adresse : ..... **24 Boulevard Exelmans**  
Commune : ..... **75016 PARIS 16**  
Département : ..... **Paris**  
Référence cadastrale : ..... , Identifiant fiscal : **N/A**

Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :  
**2ème étage, Lot numéro 37,**  
Périmètre de repérage : ..... **Ensemble des parties privatives**  
**Nb. de niveaux : 1**

Année de construction : ..... **< 1949**  
Année de l'installation : ..... **Inconnue**  
Distributeur d'électricité : ..... **Non renseigné**  
Parties du bien non visitées : ..... **Néant**

### 2. - Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :  
Nom et prénom : ..... **Village Victor Hugo**  
Adresse : .....  
.....  
.....

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) : **Autre**

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances :  
Nom et prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
.....

### 3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :  
Nom et prénom : ..... **Dan Benchemhoun**  
Raison sociale et nom de l'entreprise : ..... **Form & Diag**  
Adresse : ..... **5 Avenue Ingres**  
..... **75016 PARIS**  
Numéro SIRET : ..... **53913051800043**  
Désignation de la compagnie d'assurance : **MS AMLIN INSURANCE SE**  
Numéro de police et date de validité : ..... **2024PIR00003/153 - 31/01/2025**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert le 16/09/2019 jusqu'au 15/09/2024. (Certification de compétence CPDI5831)

**4. – Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité**

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

**5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes**

- ☒ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- ☐ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

**Anomalies avérées selon les domaines suivants :**

- ☐ L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☐ Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- ☐ Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☐ La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- ☐ Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- ☐ Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

**Anomalies relatives aux installations particulières :**

- ☐ Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- ☐ Piscine privée, ou bassin de fontaine

**Informations complémentaires :**

- ☐ Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

| Domaines   | Informations complémentaires   |
|--|--|
| IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité | L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité $\leq 30$ mA |
|  | L'ensemble des socles de prise de courant est du type à obturateur   |
|  | L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.   |

## 6. - Avertissement particulier

Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés

| Domaines | Points de contrôle |
|----------|--------------------|
| Néant    | -                  |

Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

## 7. - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Néant

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert - Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))*

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : 09/02/2024

Etat rédigé à PARIS, le 09/02/2024

Par : Dan Benchemhoun



## 8. - Explications détaillées relatives aux risques encourus

## Objectif des dispositions et description des risques encourus

|  |
|--|
| <b>Appareil général de commande et de protection</b> : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.<br>Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.        |
| <b>Protection différentielle à l'origine de l'installation</b> : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.<br>Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.   |
| <b>Prise de terre et installation de mise à la terre</b> : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.<br>L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.   |
| <b>Protection contre les surintensités</b> : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.<br>L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.   |
| <b>Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.<br>Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.   |
| <b>Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche</b> : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.<br>Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.   |
| <b>Matériels électriques présentant des risques de contact direct</b> : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, boîtes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.  |
| <b>Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage</b> : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| <b>Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives</b> : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.  |
| <b>Piscine privée ou bassin de fontaine</b> : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.   |

## Informations complémentaires

## Objectif des dispositions et description des risques encourus

|  |
|--|
| <b>Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique</b> : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. |
| <b>Socles de prise de courant de type à obturateurs</b> : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution.   |
| <b>Socles de prise de courant de type à puits</b> : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.   |

Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :

- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé



## Constat de risque d'exposition au plomb CREP

Numéro de dossier : 06/IMO/1578  
Norme méthodologique employée : AFNOR NF X46-030  
Arrêté d'application : Arrêté du 19 août 2011  
Date du repérage : 09/02/2024

|   |   |
|---|---|
| <b>Adresse du bien immobilier</b><br>Localisation du ou des bâtiments :<br>Département : ... Paris<br>Adresse : ..... 24 Boulevard Exelmans<br>Commune : ..... 75016 PARIS 16<br><br>Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :<br>2ème étage, Lots numéros 37 et 38, | <b>Donneur d'ordre / Propriétaire :</b><br>Donneur d'ordre :<br>24 Boulevard Exelmans<br>75016 PARIS 16<br><br>Propriétaire :<br>[Redacted] |
|---|---|

|  |                                    |              |  |
|--|------------------------------------|--------------|--|
| <b>Le CREP suivant concerne :</b>  |                                    |              |  |
| X  | Les parties privatives             | X            | Avant la vente   |
|  | Les parties occupées               |              | Avant la mise en location  |
|  | Les parties communes d'un immeuble |              | Avant travaux<br>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP |
| L'occupant est :   |                                    | Le locataire |  |
| Nom de l'occupant, si différent du propriétaire                          |                                    |              |  |
| Présence et nombre d'enfants mineurs, dont des enfants de moins de 6 ans |                                    | NON          | Nombre total :<br>Nombre d'enfants de moins de 6 ans :   |

|                                       |                               |
|---------------------------------------|-------------------------------|
| <b>Société réalisant le constat</b>   |                               |
| Nom et prénom de l'auteur du constat  | Dan Benchemhoun               |
| N° de certificat de certification     | 1934 le 07/07/2023            |
| Nom de l'organisme de certification   | LA CERTIFICATION DE PERSONNES |
| Organisme d'assurance professionnelle | MS AMLIN INSURANCE SE         |
| N° de contrat d'assurance             | 2024PIR00003/153              |
| Date de validité :                    | 31/01/2025                    |

|  |              |
|--|--------------|
| <b>Appareil utilisé</b>                            |              |
| Nom du fabricant de l'appareil                     | Protec       |
| Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil   | LPA-1 / 3674 |
| Nature du radionucléide                            | 57 Co        |
| Date du dernier chargement de la source            | 20/06/2022   |
| Activité à cette date et durée de vie de la source | 444 MBq      |

| Conclusion des mesures de concentration en plomb |       |              |          |          |          |          |
|--|-------|--------------|----------|----------|----------|----------|
|  | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
| Nombre d'unités de diagnostic                    | 46    | 16           | 20       | 10       | 0        | 0        |
| %  | 100   | 35 %         | 43 %     | 22 %     | 0 %      | 0 %      |

|   |  |
|---|--|
| Ce Constat de Risque d'Exposition au Plomb a été rédigé par Dan Benchemhoun le 09/02/2024 conformément à la norme NF X46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb» et en application de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb. |  |
|---|--|

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des unités de diagnostics de classe 1 et/ou 2. Par conséquent, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostics de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.

**Sommaire**

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1. Rappel de la commande et des références réglementaires</b>  | <b>3</b>  |
| <b>2. Renseignements complémentaires concernant la mission</b>  | <b>3</b>  |
| 2.1 L'appareil à fluorescence X   | 3         |
| 2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel   | 4         |
| 2.3 Le bien objet de la mission   | 4         |
| <b>3. Méthodologie employée</b>   | <b>5</b>  |
| 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X                                   | 5         |
| 3.2 Stratégie de mesurage   | 5         |
| 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire  | 5         |
| <b>4. Présentation des résultats</b>  | <b>6</b>  |
| <b>5. Résultats des mesures</b>   | <b>6</b>  |
| <b>6. Conclusion</b>  | <b>8</b>  |
| 6.1 Classement des unités de diagnostic   | 8         |
| 6.2 Recommandations au propriétaire   | 8         |
| 6.3 Commentaires  | 8         |
| 6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti                                    | 9         |
| 6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé   | 9         |
| <b>7. Obligations d'informations pour les propriétaires</b>   | <b>10</b> |
| <b>8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb</b> | <b>10</b> |
| 8.1 Textes de référence   | 10        |
| 8.2 Ressources documentaires  | 10        |
| <b>9. Annexes</b>   | <b>11</b> |
| 9.1 Notice d'Information  | 11        |
| 9.2 Illustrations   | 12        |
| 9.3 Analyses chimiques du laboratoire   | 12        |

**Nombre de pages de rapport : 12**

**Liste des documents annexes :**

- Notice d'information (2 pages)
- Croquis
- Rapport d'analyses chimiques en laboratoire, le cas échéant.

**Nombre de pages d'annexes : 2**



**1. Rappel de la commande et des références réglementaires****Rappel du cadre réglementaire et des objectifs du CREP**

Le constat de risque d'exposition au plomb (CREP), défini par les articles L.1334-5 à 10 code de la santé publique et R.1334-10 à 12, consiste à mesurer la concentration en plomb des revêtements du bien immobilier, afin d'identifier ceux contenant du plomb, qu'ils soient dégradés ou non, à décrire leur état de conservation et à repérer, le cas échéant, les situations de risque de saturnisme infantile ou de dégradation du bâti.

Les résultats du CREP doivent permettre de connaître non seulement le risque immédiat lié à la présence de revêtements dégradés contenant du plomb (qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles pouvant être ingérées par un enfant), mais aussi le risque potentiel lié à la présence de revêtements en bon état contenant du plomb (encore non accessible).

Quand le CREP est réalisé en application des Articles L.1334-6 et L.1334-7, il porte uniquement sur les revêtements privatifs d'un logement, y compris les revêtements extérieurs au logement (volet, portail, grille, ...).

Quand le CREP est réalisé en application de l'Article L.1334-8, seuls les revêtements des parties communes sont concernés (sans omettre, par exemple, la partie extérieure de la porte palière).

La recherche de canalisations en plomb ne fait pas partie du champ d'application du CREP.

Si le bien immobilier concerné est affecté en partie à des usages autres que l'habitation, le CREP ne porte que sur les parties affectées à l'habitation. Dans les locaux annexes de l'habitation, le CREP porte sur ceux qui sont destinés à un usage courant, tels que la buanderie.

Réalisation d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) :

dans les parties privatives du bien décrit ci-après en prévision de sa vente (en application de l'Article L.1334-6 du code de la santé publique) ou de sa mise en location (en application de l'Article L.1334-7 du code de la santé publique)

**2. Renseignements complémentaires concernant la mission****2.1 L'appareil à fluorescence X**

|  |  |   |
|--|--|---|
| Nom du fabricant de l'appareil                         | Protec   |   |
| Modèle de l'appareil                                   | LPA-1  |   |
| N° de série de l'appareil                              | 3674   |   |
| Nature du radionucléide                                | 57 Co  |   |
| Date du dernier chargement de la source                | 20/06/2022                                       | Activité à cette date et durée de vie : 444 MBq       |
| Autorisation/Déclaration ASN (DGSNR)                   | N° T751391                                       | Nom du titulaire/signataire<br>Form & Diag            |
|  | Date d'autorisation/de déclaration<br>03/03/2006 | Date de fin de validité (si applicable)<br>02/03/2024 |
| Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)         | Form & Diag                                      |   |
| Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) | Dan Benchemhoun                                  |   |

Étalon : 1mg/cm<sup>2</sup>

| Vérification de la justesse de l'appareil | n° de mesure | Date de la vérification | Concentration (mg/cm <sup>2</sup> ) |
|---|--------------|-------------------------|-------------------------------------|
| Étalonnage entrée                         | 1            | 09/02/2024              | 1 (+/- 0,1)                         |
| Étalonnage sortie                         | 55           | 09/02/2024              | 1 (+/- 0,1)                         |

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

## 2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

|                                 |  |
|---------------------------------|--|
| Nom du laboratoire d'analyse    | Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse |
| Nom du contact                  | -  |
| Coordonnées                     | -  |
| Référence du rapport d'essai    | -  |
| Date d'envoi des prélèvements   | -  |
| Date de réception des résultats | -  |

## 2.3 Le bien objet de la mission

|   |   |
|---|---|
| Adresse du bien immobilier  | ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■   |
| Description de l'ensemble immobilier  | Habitation (partie privative d'immeuble)<br>Ensemble des parties privatives<br>Nb. de niveaux : 1 |
| Année de construction   | < 1949  |
| Localisation du bien objet de la mission  | 2ème étage<br>Lot numéro 37 et 38,,   |
| Nom et coordonnées du propriétaire ou du syndicat de copropriété (dans le cas du CREP sur parties communes) | ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■<br>■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■<br>■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■ ■                                 |
| L'occupant est :  | Le locataire  |
| Date(s) de la visite faisant l'objet du CREP  | 09/02/2024  |

### Liste des locaux visités

Séjour - cuisine,  
Salle d'eau - Wc,

Chambre,  
Palier commun

### Liste des locaux non visités ou non mesurés (avec justification)

Néant

### 3. Méthodologie employée

La recherche et la mesure du plomb présent dans les peintures ou les revêtements ont été réalisées selon l'arrêté du 19 août 2011 et la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb». Les mesures de la concentration surfacique en plomb sont réalisées à l'aide d'un appareil portable à fluorescence X capable d'analyser au moins la raie K du spectre de fluorescence émis en réponse par le plomb, et sont exprimées en mg/cm<sup>2</sup>.

Les éléments de construction de facture récente ou clairement identifiables comme postérieurs au 1er janvier 1949 ne sont pas mesurés, à l'exception des huisseries ou autres éléments métalliques tels que volets, grilles, ... (ceci afin d'identifier la présence éventuelle de minium de plomb). Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb. D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser. Les revêtements de type carrelage contiennent souvent du plomb, mais ils ne sont pas visés par le présent arrêté car ce plomb n'est pas accessible.

#### 3.1 Valeur de référence utilisée pour la mesure du plomb par fluorescence X

Les mesures par fluorescence X effectuées sur des revêtements sont interprétées en fonction de la valeur de référence fixée par l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb (article 5) : 1 mg/cm<sup>2</sup>.

#### 3.2 Stratégie de mesurage

Sur chaque unité de diagnostic recouverte d'un revêtement, l'auteur du constat effectue :

- 1 seule mesure si celle-ci montre la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 2 mesures si la première ne montre pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- 3 mesures si les deux premières ne montrent pas la présence de plomb à une concentration supérieure ou égale au seuil de 1 milligramme par centimètre carré (1 mg/cm<sup>2</sup>), mais que des unités de diagnostic du même type ont été mesurées avec une concentration en plomb supérieure ou égale à ce seuil dans un même local.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs.

#### 3.3 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

## 4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

| Concentration en plomb | Nature des dégradations    | Classement |
|------------------------|----------------------------|------------|
| < seuils               |                            | 0          |
| ≥ seuils               | Non dégradé ou non visible | 1          |
|                        | Etat d'usage               | 2          |
|                        | Dégradé                    | 3          |

## 5. Résultats des mesures

|                  | Total UD | Non mesurées | Classe 0   | Classe 1   | Classe 2 | Classe 3 |
|------------------|----------|--------------|------------|------------|----------|----------|
| Séjour - cuisine | 14       | 4 (28,6 %)   | 5 (35,7 %) | 5 (35,7 %) | -        | -        |
| Salle d'eau - Wc | 11       | 8 (73 %)     | 3 (27 %)   | -          | -        | -        |
| Chambre          | 13       | 4 (30,8 %)   | 8 (61,5 %) | 1 (7,7 %)  | -        | -        |
| Palier commun    | 8        | -            | 4 (50 %)   | 4 (50 %)   | -        | -        |
| TOTAL            | 46       | 16 (35 %)    | 20 (43 %)  | 10 (22 %)  | -        | -        |

## Séjour - cuisine

Nombre d'unités de diagnostic : 14 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic          | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure  | Mesure (mg/m²) | Etat de conservation | Classement UD | Observation           |
|----|------|------------------------------|----------|---------------------|----------------------|----------------|----------------------|---------------|-----------------------|
| 2  | A    | Mur                          | Plâtre   | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 5,11           | Non dégradé          | 1             |                       |
| 3  | B    | Mur                          | Plâtre   | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 8,63           | Non dégradé          | 1             |                       |
| 4  |      |                              |          |                     | partie basse (c. 1m) | 0,57           |                      |               |                       |
| 5  | C    | Mur                          | Plâtre   | Peinture            | partie haute (c. 1m) | 0,03           |                      | 0             |                       |
| 6  |      |                              |          |                     | mesure 5 (c. 1m)     | 0,44           |                      |               |                       |
| 7  |      |                              |          |                     | partie basse (c. 1m) | 0,24           |                      |               |                       |
| 8  | D    | Mur                          | Plâtre   | Peinture            | partie haute (c. 1m) | 0,45           |                      | 0             |                       |
| 9  |      |                              |          |                     | mesure 3 (c. 1m)     | 0,63           |                      |               |                       |
| 10 |      |                              |          |                     | partie basse (c. 1m) | 0,45           |                      |               |                       |
| 11 | E    | Mur                          | Plâtre   | Peinture            | partie haute (c. 1m) | 0,24           |                      | 0             |                       |
| 12 |      |                              |          |                     | mesure 2 (c. 1m)     | 0,55           |                      |               |                       |
| 13 |      | Plafond                      | Plâtre   | Peinture            | mesure 1             | 0,26           |                      | 0             |                       |
| 14 |      |                              |          |                     | mesure 2             | 0,4            |                      |               |                       |
| 15 |      | Planches                     | Bois     | Peinture            | mesure 3             | 0,7            |                      | 0             |                       |
| 16 |      |                              |          |                     | mesure 2             | 0,58           |                      | 0             |                       |
| 17 |      | Fenêtre extérieure           | Pvc      |                     | Non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 18 |      | Huisserie Fenêtre intérieure | Pvc      |                     | Non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 19 |      | Fenêtre intérieure           | Pvc      |                     | Non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 20 |      | Huisserie Fenêtre intérieure | Pvc      |                     | Non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 21 | A    | Plancher                     | Bois     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 8,65           | Non dégradé          | 1             |                       |
| 22 | A    | Huisserie Porte              | Bois     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 7,89           | Non dégradé          | 1             |                       |
| 23 |      | Carrelé céram                | Métal    | Peinture            | mesure 1             | 7,89           | Non dégradé          | 1             |                       |

## Salle d'eau - Wc

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure | Mesure (mg/m²) | Etat de conservation | Classement UD | Observation                              |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|---------------------|----------------|----------------------|---------------|--|
| 24 | A    | Mur 1               | Plâtre   | Faïence             | Non mesurée         | 0              |                      | 0             | Partie non visible par la réglementation |
| 25 | B    | Mur 1               | Plâtre   | Faïence             | Non mesurée         | 0              |                      | 0             | Partie non visible par la réglementation |
| 26 | C    | Mur 1               | Plâtre   | Faïence             | Non mesurée         | 0              |                      | 0             | Partie non visible par la réglementation |
| 27 | D    | Mur 1               | Plâtre   | Faïence             | Non mesurée         | 0              |                      | 0             | Partie non visible par la réglementation |

# Constat de risque d'exposition au plomb n° 06/IMO/1578



|    |   |                              |      |          |                      |      |  |   |                       |
|----|---|------------------------------|------|----------|----------------------|------|--|---|-----------------------|
| 29 |   | Plafond                      | Pâle | Peinture | mesure 1             | 0,59 |  | 0 |                       |
| 30 |   | Fenêtre intérieure           | Pvc  |          | mesure 1             | 0,75 |  | 0 |                       |
| 31 |   | Huisserie Fenêtre intérieure | Pvc  |          | non mesurée          | 0    |  | 0 | Absence de revêtement |
| 32 |   | Fenêtre extérieure           | Pvc  |          | non mesurée          | 0    |  | 0 | Absence de revêtement |
| 33 |   | Huisserie Fenêtre extérieure | Pvc  |          | non mesurée          | 0    |  | 0 | Absence de revêtement |
| 34 | A | Porte 1                      | Bois | Peinture | partie basse (c. 1m) | 0,38 |  | 0 |                       |
| 35 |   |                              |      |          | partie haute (c. 1m) | 0,51 |  | 0 |                       |
| 36 | A | Huisserie Porte 1            | Bois | Peinture | partie basse (c. 1m) | 0,51 |  | 0 |                       |
| 37 |   |                              |      |          | partie haute (c. 1m) | 0,34 |  | 0 |                       |

## Chambre

Nombre d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic          | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure  | Mesure (mg/m²) | Etat de conservation | Classement UC | Observation           |
|----|------|------------------------------|----------|---------------------|----------------------|----------------|----------------------|---------------|-----------------------|
| 38 | A    | Mur                          | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,41           |                      | 0             |                       |
| 39 |      |                              |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,59           |                      | 0             |                       |
| 40 | B    | Mur                          | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,19           |                      | 0             |                       |
| 41 |      |                              |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,49           |                      | 0             |                       |
| 42 | C    | Mur                          | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,49           |                      | 0             |                       |
| 43 |      |                              |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,44           |                      | 0             |                       |
| 44 | D    | Mur                          | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,47           |                      | 0             |                       |
| 45 |      |                              |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,78           |                      | 0             |                       |
| 46 |      | Plafond                      | Pâle     | Peinture            | mesure 1             | 0,4            |                      | 0             |                       |
| 47 |      |                              |          |                     | mesure 2             | 0,49           |                      | 0             |                       |
| 48 |      | Plafond                      | Bois     | Peinture            | mesure 1             | 0,57           |                      | 0             |                       |
| 49 |      |                              |          |                     | mesure 2             | 0,26           |                      | 0             |                       |
| 50 |      | Fenêtre intérieure           | Pvc      |                     | non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 51 |      | Huisserie Fenêtre intérieure | Pvc      |                     | non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 52 |      | Fenêtre extérieure           | Pvc      |                     | non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 53 |      | Huisserie Fenêtre extérieure | Pvc      |                     | non mesurée          | 0              |                      | 0             | Absence de revêtement |
| 54 | A    | Porte                        | Bois     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,17           |                      | 0             |                       |
| 55 |      |                              |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,45           |                      | 0             |                       |
| 56 | A    | Huisserie Porte              | Bois     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,39           |                      | 0             |                       |
| 57 |      |                              |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,44           |                      | 0             |                       |
| 58 |      | Quatre corps                 | Métal    | Peinture            | mesure 1             | 4,44           | Non dégradé          | 1             |                       |

## Pallier commun

Nombre d'unités de diagnostic : 8 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit 0 %

| N° | Zone | Unité de diagnostic | Substrat | Revêtement apparent | Localisation mesure  | Mesure (mg/m²) | Etat de conservation | Classement UC | Observation |
|----|------|---------------------|----------|---------------------|----------------------|----------------|----------------------|---------------|-------------|
| 59 | A    | Mur                 | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 5,31           | Non dégradé          | 1             |             |
| 60 | B    | Mur                 | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 5,04           | Non dégradé          | 1             |             |
| 61 | C    | Mur                 | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 4,55           | Non dégradé          | 1             |             |
| 62 | D    | Mur                 | Pâle     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 5,14           | Non dégradé          | 1             |             |
| 63 |      | Plafond             | Pâle     | Peinture            | mesure 1             | 0,55           |                      | 0             |             |
| 64 |      |                     |          |                     | mesure 2             | 0,57           |                      | 0             |             |
| 65 |      | Plafond             | Bois     | Peinture            | mesure 1             | 0,26           |                      | 0             |             |
| 66 |      |                     |          |                     | mesure 2             | 0,44           |                      | 0             |             |
| 67 | A    | Porte               | Bois     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,41           |                      | 0             |             |
| 68 |      |                     |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,19           |                      | 0             |             |
| 69 | A    | Huisserie Porte     | Bois     | Peinture            | partie basse (c. 1m) | 0,25           |                      | 0             |             |
| 70 |      |                     |          |                     | partie haute (c. 1m) | 0,44           |                      | 0             |             |

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

\* L'état de conservation sera, le cas échéant, complété par la nature de la dégradation.

## 6. Conclusion

### 6.1 Classement des unités de diagnostic

Les mesures de concentration en plomb sont regroupées dans le tableau de synthèse suivant :

|                               | Total | Non mesurées | Classe 0 | Classe 1 | Classe 2 | Classe 3 |
|-------------------------------|-------|--------------|----------|----------|----------|----------|
| Nombre d'unités de diagnostic | 46    | 16           | 20       | 10       | 0        | 0        |
| %                             | 100   | 35 %         | 43 %     | 22 %     | 0 %      | 0 %      |

### 6.2 Recommandations au propriétaire

Le plomb (principalement la céruse) contenu dans les revêtements peut provoquer une intoxication des personnes, en particulier des jeunes enfants, dès lors qu'il est inhalé ou ingéré. Les travaux qui seraient conduits sur les surfaces identifiées comme recouvertes de peinture d'une concentration surfacique en plomb égale ou supérieure à 1 mg/cm<sup>2</sup> devront s'accompagner de mesures de protection collectives et individuelles visant à contrôler la dissémination de poussières toxiques et à éviter toute exposition au plomb tant pour les intervenants que pour les occupants de l'immeuble et la population environnante.

Lors de la présente mission il a été mis en évidence la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.

**Du fait de la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur et de la nature des dégradations constatées (non dégradé, non visible, état d'usage) sur certaines unités de diagnostic, le propriétaire doit veiller à l'entretien des revêtements recouvrant les unités de diagnostic de classe 1 et 2, afin d'éviter leur dégradation future.**

### 6.3 Commentaires

#### Constatations diverses :

Néant

#### Validité du constat :

Du fait de la présence de revêtement contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, le présent constat a une durée de validité de 1 an (jusqu'au 08/02/2025).

#### Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

#### Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Locataire

**Constat de risque d'exposition au plomb** n° 06/IMO/1578**6.4 Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti**

(Au sens des articles 1 et 8 du texte 40 de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat de Risque d'Exposition au Plomb)

**Situations de risque de saturnisme infantile**

|     |   |
|-----|---|
| NON | Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50% d'unités de diagnostic de classe 3 |
| NON | L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20% d'unités de diagnostic de classe 3              |

**Situations de dégradation de bâti**

|     |  |
|-----|--|
| NON | Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré  |
| NON | Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures, de ruissellements ou d'écoulements d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce |
| NON | Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouvertes de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.                   |

**6.5 Transmission du constat à l'agence régionale de santé**

|     |  |
|-----|--|
| NON | Si le constat identifie au moins l'une de ces cinq situations, son auteur transmet, dans un délai de cinq jours ouvrables, une copie du rapport au directeur général de l'agence régionale de santé d'implantation du bien expertisé en application de l'article L.1334-10 du code de la santé publique. |
|-----|--|

En application de l'Article R.1334-10 du code de la santé publique, l'auteur du présent constat informe de cette transmission le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement

Remarque : Néant

*Nota :* Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **LA CERTIFICATION DE PERSONNES - 25 Avenue Léonard de Vinci, Immeuble Europarc, 33600 PESSAC (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))**

Fait à **PARIS**, le **09/02/2024**

Par : **Dan Benchemhoun**

## 7. Obligations d'informations pour les propriétaires

Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme, Article R.1334-12 du code de la santé publique :

«L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux, prévue par l'article L.1334-9 est réalisée par la remise du constat de risque d'exposition au plomb (CREP) par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.»

«Le CREP est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'Article L.1421-1 du code de la santé publique ainsi, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale.»

### Article L1334-9 :

Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non-réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

## 8. Information sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

### 8.1 Textes de référence

#### Code de la santé publique :

- Code de la santé publique : Articles L.1334-1 à L.1334-12 et Articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb) ;
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique Articles 72 à 78 modifiant le code de la santé publique ;
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

#### Code de la construction et de l'habitat :

- Code de la construction et de l'habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (Dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (Conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

#### Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du travail : Articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants ;
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (Équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

### 8.2 Ressources documentaires



**Documents techniques :**

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, *Aide au choix d'une technique de traitement*, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP 4e trimestre 2001 ;
- Document ED 909 Interventions sur les peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, avril 2003 ;
- Norme AFNOR NF X 46-030 «Diagnostic plomb — Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb».

**Sites Internet :**

- **Ministère chargé de la santé** (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- **Ministère chargé du logement** : <http://www.logement.gouv.fr>
- **Agence nationale de l'habitat (ANAH)** : <http://www.anah.fr/> (fiche *Peintures au plomb* disponible, notamment)
- **Institut national de recherche et de sécurité (INRS)** : <http://www.inrs.fr/> (règles de prévention du risque chimique, fiche toxicologique plomb et composés minéraux, ...)

## 9. Annexes

### 9.1 Notice d'Information

**Si le logement que vous vendez, achetez ou louez, comporte des revêtements contenant du plomb : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.**

**Deux documents vous informent :**

- Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : **lisez-le attentivement !**
- La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

**Les effets du plomb sur la santé**

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. **L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.**

**Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb**

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'à vers 1950. Ces peintures souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et la poussière ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- S'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- S'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- S'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchés.

**Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :**

- Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent.
- Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords des fenêtres avec une serpillière humide ;
- Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

**En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb : prenez des précautions**

- Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent être parfaitement nettoyés ;
- Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

**Si vous êtes enceinte :**

- **Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;**
- **Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb**

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement.

## 9.2 Illustrations

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

## 9.3 Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.



**Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)**

Numéro de dossier : 06/IMO/1578  
Date du repérage : 09/02/2024

| Références réglementaires et normatives |  |
|---|--|
| Textes réglementaires                   | Articles L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 2015. |
| Norme(s) utilisée(s)                    | Norme NF X 46-020 d'août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis   |

| Immeuble bâti visité              |   |
|-----------------------------------|---|
| Adresse                           | Rue : ..... <b>24 Boulevard Exelmans</b><br>Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n° :<br><b>2ème étage, Lots numéros 37 et 38,</b><br>Code postal, ville : ..... <b>75016 PARIS 16</b> |
| Périmètre de repérage :           | ..... <b>Ensemble des parties privatives</b><br><b>Nb. de niveaux : 1</b>   |
| Type de logement :                | ..... <b>Appartement</b>  |
| Fonction principale du bâtiment : | ..... <b>Habitation (partie privative d'immeuble)</b>   |
| Date de construction :            | ..... <b>&lt; 1949</b>  |

| Le propriétaire et le donneur d'ordre |  |
|---------------------------------------|--|
| Le(s) propriétaire(s) :               | Nom et prénom : .....<br>Adresse : ..... <b>24 Boulevard Exelmans</b><br><b>75016 PARIS 16</b> |
| Le donneur d'ordre                    | Nom et prénom : .....<br>Adresse : ..... <b>24 Boulevard Exelmans</b><br><b>75016 PARIS 16</b> |

| Le(s) signataire(s)   |                 |                       |  |   |
|---|-----------------|-----------------------|--|---|
|   | NOM Prénom      | Fonction              | Organisme certification  | Détail de la certification  |
| Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage<br>.....<br>Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport   | Dan Benchemhoun | Opérateur de repérage | I.Cert Centre Alphas -<br>Bâtiment K - Parc d'affaires<br>- Espace Performance<br>35760 SAINT GREGOIRE | Obtention : 05/06/2019<br>Échéance : 04/06/2024<br>N° de certification : CPD15831 |
| Raison sociale de l'entreprise : <b>Form &amp; Diag</b> (Numéro SIRET : <b>53913051800043</b> )<br>Adresse : <b>5 Avenue Ingres, 75016 PARIS</b><br>Désignation de la compagnie d'assurance : <b>MS AMLIN INSURANCE SE</b><br>Numéro de police et date de validité : <b>2024PIR00003/153 - 31/01/2025</b> |                 |                       |  |   |

| Le rapport de repérage                   |  |
|--|--|
| Date d'émission du rapport de repérage : | 09/02/2024, remis au propriétaire le 09/02/2024  |
| Diffusion :                              | le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses |
| Pagination :                             | le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 10 pages                     |

## Sommaire

- 1 Les conclusions
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses
- 3 La mission de repérage
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
  - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage
  - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
  - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures
- 7 Annexes

## 1. - Les conclusions

**Avertissement :** les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

| Localisation | Parties du local | Raison |
|--------------|------------------|--------|
| Néant        | -                |        |

## 2. - Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse : .....

Numéro de l'accréditation Cofrac : .....

### 3. – La mission de repérage

#### 3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.  
Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

#### 3.2 Le cadre de la mission

##### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

##### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' «en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, «l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L 1334-13 du même code».

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

##### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code de la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

##### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

**Important :** Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

##### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

| Composant de la construction | Partie du composant ayant été inspecté (Description) | Sur demande ou sur information |
|------------------------------|--|--------------------------------|
| Néant                        |  |                                |

| Liste A                            |   |
|------------------------------------|---|
| Composant de la construction       | Partie du composant à vérifier ou à contrôler |
| Floors, Calorifuges, Faux plafonds | Floors  |
|                                    | Calorifuges                                   |
|                                    | Faux plafonds                                 |

| Liste B   |   |
|---|---|
| Composant de la construction                                    | Partie du composant à vérifier ou à contrôler |
| 1. Planchers et plafonds  |   |
| Murs, Cloisons "en dur" et Plafonds (périmétriques et isolants) | Enduits gypseux                               |
|   | Revêtement des (planchers de menuiserie)      |
|   | Revêtement des (cloisons-ciment)              |
|   | Enduits de plâtre (carton)                    |
|   | Enduits de plâtre (ciment-ciment)             |
|   | Enduits de plâtre (matériau sandwich)         |
| Cloisons (légères et perforées), Gâbles et Coffres verticaux    | Enduits de plâtre (carton-plâtre)             |
|   | Coffrage parois                               |
| 2. Planchers et plafonds  |   |
| Planchers, Frontons et Châpentes, Gâbles et Coffres horizontaux | Enduits gypseux                               |
| Floors  | Planchers en bois ou béton                    |
| Floors  | Dalles de sol                                 |

| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs |                          |
|--|--------------------------|
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)       | Conduits                 |
| Châpentes / volets coupe-feu                         | Enveloppes de calorifuge |
|  | Châpentes coupe-feu      |
|  | Volets coupe-feu         |
| Portes coupe-feu                                     | Rebochage                |
| Joints (traverse)                                    | Joints (traverse)        |
| Joints (traverse)                                    | Joints (traverse)        |
| Vale-courants  | Conduits                 |

| 4. Éléments extérieurs        |   |
|-------------------------------|---|
| Toitures                      | Plaque (composée)                         |
|                               | Plaque (fibre-ciment)                     |
|                               | Andaine (composée)                        |
|                               | Andaine (fibre-ciment)                    |
|                               | Accessoires de couverture (composés)      |
|                               | Accessoires de couverture (fibre-ciment)  |
| Bardages et façades légères   | Bardage isolant                           |
|                               | Plaque (composée)                         |
|                               | Plaque (fibre-ciment)                     |
|                               | Andaine (composée)                        |
|                               | Andaine (fibre-ciment)                    |
|                               | Plancher (composée)                       |
| Conduits en toiture et façade | Plancher (fibre-ciment)                   |
|                               | Conduits d'eau pluviale en amiante-ciment |
|                               | Conduits d'eau usée en amiante-ciment     |
|                               | Conduits de fumée en amiante-ciment       |

## Constat de repérage Amiante n° 06/IMO/1578



### 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

#### Descriptif des pièces visitées

Séjour - cuisine,  
Salle d'eau - Wc,

Chambre,  
Pallier commun

| Localisation     | Description  |
|------------------|--|
| Chambre          | Sol : Parquet<br>Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture<br>Plafond : Plâtre et Peinture<br>Plinthes : Bois et Peinture<br>Fenêtre : PVC<br>Porte A : Bois et Peinture<br>Garde-corps : Métal et Peinture    |
| Séjour - cuisine | Sol : Parquet<br>Mur A, B, C, D, E : Plâtre et Peinture<br>Plafond : Plâtre et Peinture<br>Plinthes : Bois et Peinture<br>Fenêtre : PVC<br>Porte A : Bois et Peinture<br>Garde-corps : Métal et Peinture |
| Salle d'eau - Wc | Sol : Carrelage<br>Mur : A, B, C, D : Plâtre et Peinture<br>Plafond : Plâtre et Peinture<br>Fenêtre : PVC<br>Porte 1 A : Bois et Peinture  |
| Pallier commun   | Sol : Parquet<br>Mur A, B, C, D : Plâtre et Peinture<br>Plafond : Plâtre et Peinture<br>Plinthes : Bois et Peinture<br>Porte A : Bois et Peinture  |

## 4. - Conditions de réalisation du repérage

### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

| Documents demandés  | Documents remis |
|---|-----------------|
| Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés                                      | -               |
| Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mis en place   | -               |
| Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité | -               |

Observations :

Néant

### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 09/02/2024

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 09/02/2024

Heure d'arrivée : 08 h 30

Durée du repérage : 02 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Locataire : Mme

### 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

| Observations   | Oui | Non | Sans Objet |
|--|-----|-----|------------|
| Plan de prévention réalisé avant intervention sur site | -   | -   | X          |
| Vide sanitaire accessible                              |     |     | X          |
| Combles ou toiture accessibles et visitables           |     |     | X          |

### 4.4 Plan et procédures de prélèvements

Aucun prélèvement n'a été réalisé.

**5. – Résultats détaillés du repérage****5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires** (fiche de cotation)

## Matériaux ou produits contenant de l'amiante

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation** et préconisations* |
|--------------|---------------------------|----------------------------|---|
| Néant        | -                         |                            |   |

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe 7.4 de ce présent rapport  
\*\* détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

**5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse**

| Localisation | Identifiant + Description |
|--------------|---------------------------|
| Néant        | -                         |

**5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif**

| Localisation | Identifiant + Description |
|--------------|---------------------------|
| Néant        | -                         |

**6. – Signatures**

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert**  
Centre Alphas - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE  
(détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))

Fait à **PARIS**, le **09/02/2024**

Par : **Dan Benchemhoun**



## ANNEXES

## Au rapport de mission de repérage n° 06/IMO/1578

## Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épandements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## Sommaire des annexes

## 7 Annexes

- 7.1 Schéma de repérage
- 7.2 Rapports d'essais
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations
- 7.5 Recommandations générales de sécurité
- 7.6 Documents annexés au présent rapport



**7.1 - Annexe - Schéma de repérage**

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

**7.2 - Annexe - Rapports d'essais****Identification des prélèvements :**

| Identifiant et prélèvement | Localisation | Composant de la construction | Pertes du composant | Description |
|----------------------------|--------------|------------------------------|---------------------|-------------|
|                            |              |                              |                     |             |

**Copie des rapports d'essais :**

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

**7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante****Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A**

Aucune évaluation n'a été réalisée

**Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A****1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air**

| Fort   | Moyen   | Faible  |
|--|---|---|
| 1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres, ou<br>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou<br>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante. | 1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou<br>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux). | 1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou<br>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante. |

**2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations**

| Fort  | Moyen   | Faible  |
|---|---|---|
| L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives. |

**Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B**

Aucune évaluation n'a été réalisée

**Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B****1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.**

| Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation  | Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation   | Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation   |
|---|--|---|
| L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. |

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc.) selon que le risque est probable ou avéré ;
  - La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.
- Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc. ...

## 7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

### Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi qu'à la fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

### Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

#### Article R.1334-29-3 :

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

### Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. **Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. **Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. **Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## 7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent attendre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduit la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme le fu mée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour retenir, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.fr>).

mieux.gouv.fr) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calofugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, fibres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

#### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

#### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amiante doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

#### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

#### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (B5DA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 7.6 - Annexe - Autres documents



## Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 06/IMO/1578  
Norme méthodologie employée : AFNOR NF P 03-201 - Février 2016  
Date du repérage : 09/02/2024  
Heure d'arrivée : 08 h 30  
Temps passé sur site : 02 h 00

### A. - Désignation du ou des bâtiments

#### Localisation du ou des bâtiments :

Département : Paris

Adresse : [REDACTED]

Commune : [REDACTED]

#### Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :

2ème étage, Lots numéros 37 et 38,

#### Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

☐ Présence de traitements antérieurs contre les termites

☐ Présence de termites dans le bâtiment

☐ Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 131-3 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 01/11/2006

#### Documents fournis :

Néant

#### Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :

Habitation (partie privative d'immeuble)

Ensemble des parties privatives

Nb. de niveaux : 1

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 131-5 du CCH :

Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral.

### B. - Désignation du client

#### Désignation du client :

Nom et prénom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

Si le client n'est pas le donneur d'ordre :

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intermédiaire) : Autre

Nom et prénom : [REDACTED]

Adresse : [REDACTED]

### C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

#### Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : Dan Benchemhoun

Raison sociale et nom de l'entreprise : Form & Diag

Adresse : 5 Avenue Ingres

75016 PARIS

Numéro SIRET : 53913051800043

Désignation de la compagnie d'assurance : MS AMLIN INSURANCE SE

Numéro de police et date de validité : 2024PIR00003/153 - 31/01/2025

Certification de compétence CPDI5831 délivrée par : I.Cert, le 05/06/2019

## Etat relatif à la présence de termites n° 06/IMO/1578



### D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

Séjour - cuisine,  
Salle d'eau - Wc,

Chambre,  
Palier commun

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3)   |
|---|---|---|
| Séjour  |   |   |
| cuisine                                       | Sol - Parquet   | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Mur - A, B, C, D, E - Plâtre et Peinture              | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plafond - Plâtre et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plinthes - Bois et Peinture                           | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Fenêtre - Pvc   | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Porte - A - Bois et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Garde-corps - Métal et Peinture                       | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Salle d'eau                                   |   |   |
| Wc  | Sol - Carrelage                                       | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Faïence                  | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plafond - Plâtre et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Fenêtre - Pvc   | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Porte - A - Bois et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Chambre                                       | Sol - Parquet   | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture                 | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plafond - Plâtre et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plinthes - Bois et Peinture                           | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Fenêtre - Pvc   | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Porte - A - Bois et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
| Palier commun                                 | Garde-corps - Métal et Peinture                       | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Sol - Parquet   | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Mur - A, B, C, D - Plâtre et Peinture                 | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plafond - Plâtre et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Plinthes - Bois et Peinture                           | Absence d'indices d'infestation de termites |
|   | Porte - A - Bois et Peinture                          | Absence d'indices d'infestation de termites |

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

### E. - Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicollis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre Nasutitermes présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,

## Etat relatif à la présence de termites n° 06/IMO/1578



- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

### Rappels réglementaires :

**L 131-3 du CCH :** Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de mérule sont identifiés, un arrêté préfectoral, consultable en préfecture, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones de présence d'un risque de mérule.

**Article L126-24 du CCH :** En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti situé dans une zone délimitée en application du premier alinéa de l'article L. 131-3, un état relatif à la présence de termites est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6.

**Article L 112-17 du CCH :** Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

### F. - Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

### G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Motif |
|--------------|--|-------|
| Néant        | -                                      |       |

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

### H. - Constatations diverses :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Observations et constatations diverses |
|--------------|--|--|
| Néant        | -                                      |  |

Note 1: Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

**I. - Moyens d'investigation utilisés :**

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L131-3, L126-6, L126-24 et R. 126-42, D126-43, L 271-4 à 6 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

**Moyens d'investigation :**

Examen visuel des parties visibles et accessibles.  
Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.  
Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.  
Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.  
À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

**Locataire : Mme**

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

**Néant**

**J. - VISA et mentions :**

*Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.*

*Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.*

*Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.126-4 et L.126-5 du code de la construction et de l'habitation.*

*Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.*

*Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))***

Visite effectuée le **09/02/2024**

Fait à **PARIS**, le **09/02/2024**

Par : **Dan Benchemhoun**





## ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

### ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES "

En application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du Code de l'environnement

Date d'édition : 09/02/2024

Parcelle Cadastre :

000 - AR - 0021

Adresse du bien :

24 Boulevard Exelmans,

75016 PARIS 16EME ARRONDISSEMENT



| Plan de prévention des risques         | Etat        | Date       | Exposition |
|--|-------------|------------|------------|
| Inondation                             | Approuvé    | 15/07/2003 | non        |
| Gypse antécludien                      | Approuvé    | 25/02/1977 | non        |
| Anciennes carrières                    | Approuvé    | 19/03/1991 | non        |
| Zonage sismique - Zone 1 - Très faible | -           | -          | oui        |
| Potentiel radon - Catégorie 1 - Faible | -           | -          | oui        |
| Plan d'Exposition au Bruit             | -           | -          | non        |
| Pollution des sols                     | BASIAS : 30 | BASOL : 0  | ICPE : 0   |

## Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2012159-0001 du 14/02/2006 mis à jour le 07/06/2012

### Adresse de l'immeuble

24 Boulevard Exelmans,  
75016 - PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques naturels (PPRN)

|  |  |                         |   |                                     |                  |   |
|--|--|-------------------------|---|-------------------------------------|------------------|---|
| > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N                                  | prescrit                               | anticipé                | approuvé  | oui                                 | non              | X |
| Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :                     |  |                         |   | date                                |                  |   |
|  | Cyclone<br>Crue torrentielle<br>Autres | Inondation<br>Avalanche | Mouvement de terrain<br>Sécheresse géotechnique | Remontée de nappes<br>Feux de forêt | Séisme<br>Volcan |   |
| > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN |  |                         |   | oui                                 | non              | X |
| Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés                                       |  |                         |   | oui                                 | non              |   |

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

|  |          |                                |          |      |     |   |
|--|----------|--------------------------------|----------|------|-----|---|
| > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M  | prescrit | anticipé                       | approuvé | oui  | non | X |
| Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :                                   |          |                                |          | date |     |   |
|  |          | Mouvement de terrain<br>Autres |          |      |     |   |
| > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR miniers |          |                                |          | oui  | non | X |
| Si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés             |          |                                |          | oui  | non |   |

### Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

|   |               |                 |                      |     |     |   |
|---|---------------|-----------------|----------------------|-----|-----|---|
| > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé   | effet toxique | effet thermique | effet de surpression | oui | non | X |
| > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé   |               |                 |                      | oui | non | X |
| > L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement  |               |                 |                      | oui | non | X |
| > L'immeuble est situé en zone de prescription  |               |                 |                      | oui | non | X |
| Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés  |               |                 |                      | oui | non |   |
| Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location |               |                 |                      | oui | non |   |

### Situation de l'immeuble au regard du risque recul du trait de côte

|  |        |         |   |
|--|--------|---------|---|
| > L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte | oui    | non     | X |
| Si oui, exposition à l'horizon des :                                   | 30 ans | 100 ans |   |

### Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

|  |                       |                  |                   |                   |                 |
|--|-----------------------|------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité | zone 1<br>très faible | zone 2<br>faible | zone 3<br>modérée | zone 4<br>moyenne | zone 5<br>forte |
|  | X                     |                  |                   |                   |                 |

### Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

|  |     |     |   |
|--|-----|-----|---|
| > L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon d'assée au niveau 3 | oui | non | X |
|--|-----|-----|---|

### Information relative à la pollution des sols

|  |     |     |   |
|--|-----|-----|---|
| > Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) | oui | non | X |
|--|-----|-----|---|

### Situation de l'immeuble au regard du plan d'exposition au bruit (PEB)

|   |     |   |                  |                   |                 |                      |
|---|-----|---|------------------|-------------------|-----------------|----------------------|
| > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB | non | X | zone D<br>faible | zone C<br>modérée | zone B<br>forte | zone A<br>très forte |
|---|-----|---|------------------|-------------------|-----------------|----------------------|

### Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe Naturelle/Minière/Technologique

|   |     |     |
|---|-----|-----|
| > L'information est mentionnée dans l'acte de vente | oui | non |
|---|-----|-----|

### Documents/dossiers de référence

#### Localisation de l'immeuble

Extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Extrait cartographique du PPR : Inondation  
Extrait cartographique du PPR : Gypse antécludien  
Extrait cartographique du PPR : Anciennes carrières  
Extrait cartographique du Plan d'Exposition au Bruit

Date / Lieu

09/02/2024

PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols pour en savoir plus : consultez la site internet [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)

Mémoire d'Etat des risques, pollutions et sols

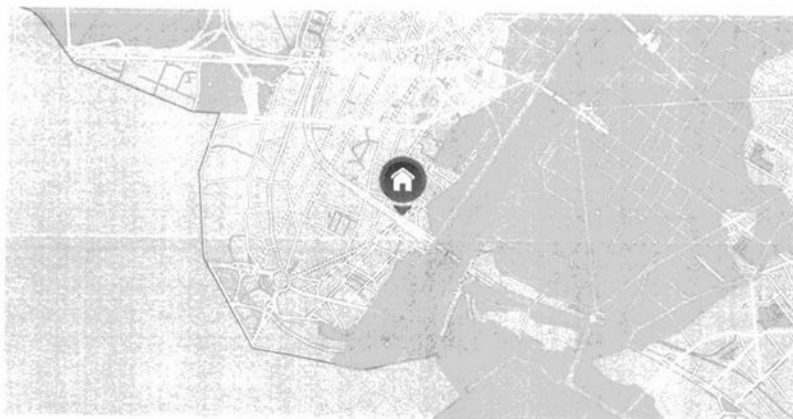
en application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement

MISE à JOUR juillet 2015

**ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS**  
ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES "  
*En application des articles L.125-5, L.125-6 et L.125-7 du Code de l'environnement*

**Extrait cartographique du PPR : Inondation**

*Le bien immobilier n'est pas situé à l'intérieur d'une zone à risques*



**Extrait cartographique du PPR : Gypse antéludien**

*Le bien immobilier n'est pas situé à l'intérieur d'une zone à risques*

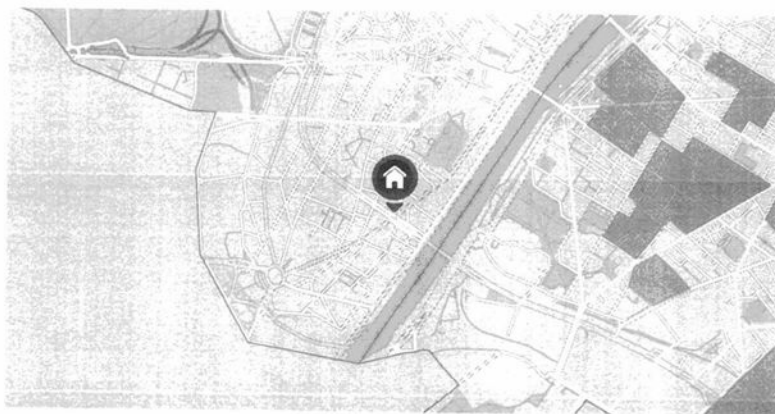


24 Boulevard Exelmans,  
75016 - PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

**ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS**  
ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIER ET TECHNOLOGIQUES "  
*En application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement*

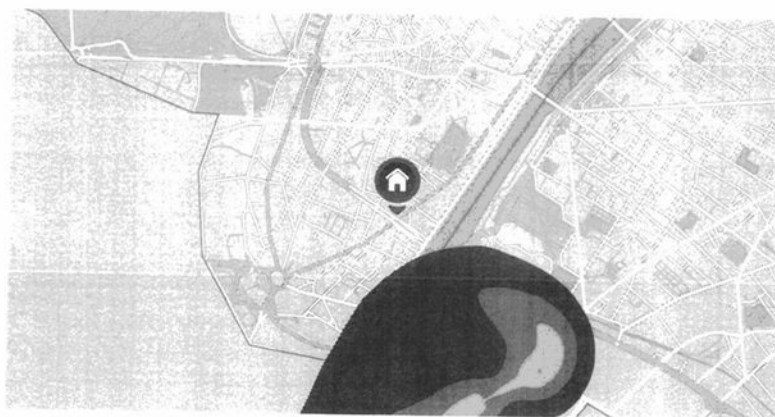
**Extrait cartographique du PPR : Anciennes carrières**

*Le bien immobilier n'est pas situé à l'intérieur d'une zone à risques*



**Extrait cartographique du Plan d'Exposition au Bruit**

Zone A    Zone B    Zone C    Zone D



24 Boulevard Exelmans,  
75016 - PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

**ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS**  
ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES "  
*En application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement*

**Extrait cartographique du secteur d'information sur les sols (SIS)**



**Extrait cartographique de l'inventaire BASIAS des anciens sites industriels  
et activités de services**



24 Boulevard Exelmans,  
75016 - PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

**ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS**  
ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES "  
*En application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement*

**Extrait cartographique des sites pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre curatif ou préventif (BASOL)**



**Extrait cartographique de la base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement (ICPE)**



24 Boulevard Exelmans,  
75016 - PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

**ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS**  
 ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES "  
*En application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement*

**Situation du Risque de Pollution des Sols**  
*dans un rayon de 500m autour de votre bien*

| Type   | Identifiant | Nom et/ou activité  | Distance |
|--------|-------------|---|----------|
| BASIAS | IDF7503330  | UNIVERSITE RENE DESCARTES - Transformateur (PCB, pyralène, ...); Usine d'incinération et atelier de combustion de déchets (indépendants ou associés aux cimenteries)    | 210 m    |
| BASIAS | IDF7509296  | Imprimerie du Point du Jour - Imprimerie et services annexes (y compris reliure, photogravure, ...)   | 366 m    |
| BASIAS | IDF7504039  | PRESSING, VERSAILLES PRESSING - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;         | 117 m    |
| BASIAS | IDF7503969  | OGIC SOCIETE - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles  | 386 m    |
| BASIAS | IDF7504129  | PRESS, SOCIETE - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et      | 190 m    |
| BASIAS | IDF7509306  | Palazzolo Albino - Fonderie d'autres métaux non ferreux   | 208 m    |
| BASIAS | IDF7504248  | SUPER P SARL - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et        | 49 m     |
| BASIAS | IDF7503403  | ADAM, SOCIETE - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)                            | 191 m    |
| BASIAS | IDF7504466  | TEINTURERIE LE MAROIS SARL - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;            | 439 m    |
| BASIAS | IDF7504692  | AUTOMOBILES, JEAN CARLES AUTOMOBILES SA - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de            | 447 m    |
| BASIAS | IDF7504794  | LAV- IMPEC ETABLISSEMENTS - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;             | 274 m    |
| BASIAS | IDF7504793  | BLANC MATIC - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ; blanchissement et         | 450 m    |
| BASIAS | IDF7504693  | GARAGE DU VIADUC - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)                         | 200 m    |
| BASIAS | IDF7504931  | M.A.F., ex SOCIETE LIDL - Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)                  | 484 m    |
| BASIAS | IDF7506029  | PRESSING, SARL INERPRESSING - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;           | 260 m    |
| BASIAS | IDF7505761  | TEINTURERIE, SOCIETE EXELMANS TEINTURERIE - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de      | 141 m    |
| BASIAS | IDF7506064  | LAVERIE LIBRE SERVICE-SARL TAKA - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;       | 397 m    |
| BASIAS | IDF7506360  | PARC DE STATIONNEMENT / SOGEPAG - Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles   | 250 m    |
| BASIAS | IDF7506130  | PRESSING, POINT PRESSING - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;              | 484 m    |
| BASIAS | IDF7506978  | ONDINE SARL ( MR RAMBERT) - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) ;             | 162 m    |
| BASIAS | IDF7503204  | FRANCE TELEVISION - Fabrication et/ou stockage de colles, gélatines, résines synthétiques, gomme, mastic, compression, réfrigération; Usine d'incinération et           | 468 m    |
| BASIAS | IDF7506168  | Mairie de Paris DPE Services techn de la propreté - Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie); Garages, | 489 m    |
| BASIAS | IDF7500392  | VERSEAU Sté - Garages, ateliers, mécanique et soudure   | 402 m    |
| BASIAS | IDF7504066  | GARAGE BOILEAU LAGACHE - Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour     | 189 m    |

24 Boulevard Exelmans,  
 75016 - PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

**ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS**  
 ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES "  
*En application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement*

**Situation du Risque de Pollution des Sols**  
*dans un rayon de 500m autour de votre bien*

| Type   | Identifiant | Nom et/ou activité   | Distance |
|--------|-------------|--|----------|
| BASIAS | IDF7503483  | GROUPE HOSPITALIER SAINTE PERINE - Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de       | 462 m    |
| BASIAS | IDF7504531  | SELLSA SERVICE - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) : blanchissement et       | 289 m    |
| BASIAS | IDF7504777  | PELADAU GUILMANT ETABLISSEMENTS - Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis | 270 m    |
| BASIAS | IDF7504910  | AUTOMOBILES, JEAN-CHARLES AUTOMOBILES - Garages, ateliers, mécanique et soudure.Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin                        | 427 m    |
| BASIAS | IDF7505838  | SORCA, SOCIETE - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) : blanchissement et       | 276 m    |
| BASIAS | IDF7506830  | PRESSING, GAVO PRESSING - Blanchisserie-teinturerie (gros, ou détail lorsque les pressings de quartier sont retenus par le Comité de pilotage de l'IHR) :                | 481 m    |



ETAT DES SERVITUDES 'RISQUES' ET D'INFORMATION SUR LES SOLS  
ANCIENNEMENT " ETAT DES RISQUES NATURELS, MINIERES ET TECHNOLOGIQUES "  
En application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement

Déclaration des sinistres indemnisés

en date du 09/02/2024 sur la commune de PARIS 16EME ARRONDISSEMENT

| Type de catastrophe                                   | Début      | Fin        | Publication | J.O.       | Indemnisation            |
|---|------------|------------|-------------|------------|--------------------------|
| Inondations et coulées de boue                        | 25/05/1992 | 25/05/1992 | 07/12/1990  | 16/01/1993 | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue                        | 23/06/2005 | 23/06/2005 | 11/04/2006  | 22/04/2006 | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue                        | 31/05/1992 | 01/06/1992 | 20/10/1992  | 05/11/1992 | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue                        | 18/07/1994 | 19/07/1994 | 06/12/1994  | 17/12/1994 | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue                        | 30/05/1999 | 30/05/1999 | 21/07/1999  | 24/08/1999 | <input type="checkbox"/> |
| Inondations et coulées de boue                        | 06/07/2001 | 07/07/2001 | 06/08/2001  | 11/08/2001 | <input type="checkbox"/> |
| Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain | 25/12/1999 | 29/12/1999 | 29/12/1999  | 30/12/1999 | <input type="checkbox"/> |

Cochez la case si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'indemnisations suite à des dommages consécutifs à chacun des événements

Etabli le : 09/02/2024

Nom et visa du vendeur / bailleur :

Nom et visa de l'acquéreur / du locataire :



PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE  
PREFET DE PARIS

DIRECTION REGIONALE ET  
INTERDEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT  
ET DE L'AMENAGEMENT  
Unité territoriale de Paris

**Arrêté préfectoral n° 2012159-0001**  
**modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006-45-1 du 14 février 2006 portant désignation de Paris en**  
**qualité de commune exposée aux risques technologiques et naturels majeurs et fixant les**  
**modalités d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Paris**  
**concernant les risques précités**

**Le préfet de la région d'Ile-de-France,**  
**préfet de Paris,**  
**officier de la Légion d'honneur,**  
**commandeur de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 et R.125-23 à R.125-27,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et, notamment, ses articles L.271-4 et L.271-5,

**Vu** le code des assurances et, notamment, ses articles L.125-2 et L.128-2,

**Vu** la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 modifiée, tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, notamment, son article 3-1,

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 avril 2011 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques,

**Vu** la circulaire interministérielle du 27 mai 2005, relative à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-45-1 du 14 février 2006 portant désignation de Paris en qualité de commune exposée aux risques technologiques et naturels majeurs et fixant les modalités d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Paris concernant les risques précités,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-105-2 du 14 avril 2008 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006-45-1 du 14 février 2006 portant désignation de Paris en qualité de commune exposée aux risques technologiques et naturels majeurs et fixant les modalités d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés à Paris concernant les risques précités,

**Sur** proposition du directeur de l'unité territoriale de l'équipement et de l'aménagement de Paris,

## **ARRETE :**

### **ARTICLE 1er :**

L'article 3 du même arrêté est ainsi modifié :

« Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires par les vendeurs ou les bailleurs (propriétaires ou non) concernant les biens faisant l'objet d'une transaction, relatifs à la localisation des immeubles concernés au regard des zones de risques naturels majeurs identifiés, situés à Paris, sont consignés dans un dossier annexé au présent arrêté qui comprend :

- La liste des risques majeurs visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ;
- Pour chacun des risques susmentionnés, une fiche synthétique précisant la nature et, dans la mesure du possible l'intensité, des risques recensés sur le territoire de la commune de Paris ;
- La cartographie des zones concernées par ces risques ;
- Les références des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se reporter ;
- La liste des arrêtés ministériels portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle antérieurement pris et concernant tout ou partie de la commune de Paris.
- le plan de prévention du risque inondation sur le territoire de Paris (documents graphiques, règlement et note de présentation). »

**Ce dossier sera mis à jour régulièrement sur le site internet de la préfecture de la région Ile de France, préfecture de Paris.**

### **ARTICLE 2 :**

L'article 4 du même arrêté est ainsi modifié :

- « Le dossier et les documents de référence, visés à l'article 2 du présent arrêté, sont consultables :
- à l'accueil de la préfecture de la région Ile-de-France, préfecture de Paris
  - Sur le site internet de la préfecture de la région Ile de France, préfecture de Paris.

### **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté sera notifié au maire de Paris. Il sera affiché dans chaque mairie d'arrondissement de Paris pendant un mois à compter de sa réception par les directeurs généraux des services des mairies d'arrondissement.

Une copie du présent arrêté et de ses annexes sera adressée à la chambre départementale des notaires de Paris.

Le présent arrêté, ainsi que ses modalités de consultation, feront l'objet d'un avis de publication dans la presse locale.

**ARTICLE 4 :**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de Paris, dans le délai de deux mois, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la région Ile-de-France, préfecture de Paris.

**ARTICLE 5 :**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture de la région Ile-de-France, préfecture de Paris, le préfet de police, le directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie et le maire de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris et de la préfecture de police, accessible sur le site Internet de la préfecture de Paris : [www.ile-de-france.gouv.fr](http://www.ile-de-france.gouv.fr).

Fait à Paris, le **07 JUIN 2012**

Pour le préfet et par délégation,  
le préfet, secrétaire général de la  
préfecture de la région Ile-de-France,  
préfecture de Paris



Bertrand MUNCH

